

Des jeunes de l'opposition mettent la pression sur la CENI du Burundi

PANA, 18 novembre 2014 Bujumbura, Burundi - Les jeunes de l'Alliance pour le changement démocratique (ADC, opposition) ont fait mardi une déclaration publique dans laquelle ils pressaient le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Pierre Claver Ndayicariye, de tout mettre en œuvre pour conduire un processus électoral plus "transparent" et "inclusif" de toutes les sensibilités socio-politiques nationales afin d'éviter des frustrations de nature à nuire à la paix et la cohésion nationale à la veille des élections générales de 2015.

Pour ce faire, les jeunes ont avisé qu'ils allaient prendre leurs responsabilités en tant qu'éléments constitutifs du pays, mais sans plus de précisions sur leurs moyens d'action sur la CENI. Le processus électoral est à un stade avancé et les jeunes ont surtout trouvé à redire sur la mise en place des dédoublements provinciaux et communaux de la CENI qui n'ont pas été «inclusifs» de tous les acteurs électoraux, à commencer par les partis politiques de l'opposition, selon la même source. Au moins, deux partis politiques de l'opposition et une organisation de la société civile intéressées par les élections ont déjà annoncé leur retrait des 17 commissions électorales provinciales indépendantes (CEPI) et des 129 commissions électorales communales indépendantes (CECI) pour n'avoir pas été représentés à la hauteur de leurs attentes. La CENI oppose régulièrement à ses détracteurs, l'argument selon lequel elle ne peut pas caser dans des places aussi limitées des CEPI et des CECI, tous les représentants des partis politiques, des organisations de la société civile, de l'administration. L'autre argument de la CENI est qu'une fois membre des CEPI et des CECI, on cesse d'appartenir à des partis politiques et des organisations de la société civile pour travailler dans l'intérêt général de la nation. Le Burundi compte une quarantaine de partis politiques et autant d'organisations de jeunes qui leur sont affiliés et fondent leurs forces. L'instrumentalisation des jeunes des partis politiques, qui va parfois jusqu'aux affrontements physiques sur la place publique pour cause de divergences idéologiques, fait partie des préoccupations majeures à la veille des élections au Burundi, note-t-on dans les milieux politiques avisés à Bujumbura.